

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2019/204104]

29 AUGUSTUS 2019. — Besluit van de Regering houdende sluiting van de zitting 2018-2019 en van de zitting 2019 van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 32, § 3;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 44, eerste lid;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De zitting 2018-2019 en de zitting 2019 van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap worden gesloten.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 15 september 2019 om 23 uur.**Art. 3.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 29 augustus 2019.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

Minister van Lokale Besturen en Financiën,

O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204090]

2 MAI 2019. — Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dans le cadre de la fusion volontaire de communes et relativement à l'installation des conseils de l'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.**Art. 2.** Dans l'article 15 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le mandat des membres du conseil de l'action sociale prend cours le jour de leur prestation de serment.

La séance d'installation a lieu le même jour que celui de la séance d'installation du conseil communal au terme de leur élection de plein droit prévue à l'article 12. ».

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un chapitre *XII*ter intitulé « Des conséquences d'une fusion volontaire de communes à l'égard des CPAS des communes fusionnées ».**Art. 4.** Dans le chapitre *XII*ter, inséré par l'article 3, il est inséré une section 1 intitulée « Définitions ».**Art. 5.** Dans la section 1, insérée par l'article 4, il est inséré un article 135*decies*, rédigé comme suit :" Art. 135*decies*. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° le décret de fusion : le décret sur la base duquel des communes sont supprimées et une nouvelle commune est créée dont les frontières sont fixées;

2° la date de fusion : le premier lundi de décembre qui suit les élections conformément à l'article L4124-1, § 1^{er};

3° les communes à fusionner : les communes qui ont pris une décision de principe relative à une fusion et qui ont notifié cette décision au Gouvernement;

4° les communes fusionnées : les communes originelles, visées dans le décret de fusion;

5° la nouvelle commune : la commune créée en vertu du décret de fusion;

6° les CPAS à fusionner : les centres publics d'action sociale desservant les communes à fusionner;

7° les CPAS fusionnés : les centres publics d'action sociale desservant les communes fusionnées;

8° le nouveau CPAS : le centre public d'action sociale desservant la nouvelle commune. ».

Art. 6. Dans le chapitre *XII*ter, inséré par l'article 3, il est inséré une section 2 intitulée « Dispositions générales ».**Art. 7.** Dans la section 2, insérée par l'article 6, il est inséré un article 135*undecies*, rédigé comme suit :« Art. 135*undecies*. La fusion de communes donne lieu à l'établissement de plein droit d'un nouveau CPAS à la création de la nouvelle commune.

Les CPAS des communes fusionnées sont supprimés à la date de la fusion. ».

Art. 8. Dans la même section 2, il est inséré un article 135*duodecies*, rédigé comme suit :" Art. 135*duodecies*. Les conseils d'action sociale se concertent pour désigner un des directeurs généraux du CPAS qui agit comme directeur général CPAS-coordonateur de la fusion au niveau administratif et met en œuvre les tâches qui lui sont attribuées en vertu du présent chapitre. Les directeurs généraux des autres CPAS concernés l'assistent dans ses tâches. À défaut d'entente, le directeur général du CPAS comptant le plus grand nombre d'habitants est désigné directeur général-coordonateur de la fusion au niveau administratif.

Les conseils d'action sociale se concertent pour désigner un des directeurs financiers ou en l'absence de directeur financier, un des receveurs régionaux qui agit comme directeur financier-coordonateur de la fusion au niveau administratif pour la coordination des aspects financiers de la fusion et met en œuvre les tâches qui lui sont attribuées en vertu du présent chapitre. Les directeurs financiers des autres CPAS concernés l'assistent dans ses tâches. À défaut d'entente, le directeur financier du CPAS comptant le plus grand nombre d'habitants est désigné directeur financier-coordonateur de la fusion au niveau administratif pour la coordination des aspects financiers de la fusion. ».

Art. 9. Dans la même section 2, il est inséré un article 135*terdecies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*terdecies*. § 1^{er}. La fusion de communes ne peut faire l'objet d'une décision des conseils communaux concernés qu'après avoir été soumise préalablement au comité de concertation installé dans chaque commune à fusionner conformément à l'article 26 de la présente loi.

§ 2. Dès la notification par les conseils communaux de leur intention conjointe de procéder à une fusion au Gouvernement, se tiennent des séances conjointes des comités de direction des centres publics d'action sociale concernés.

§ 3. À partir de l'introduction de la proposition commune de fusion visée à l'article L1153-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation jusqu'à la date d'approbation par la tutelle du budget de la nouvelle commune ou jusqu'au jour auquel le Gouvernement décide de ne pas donner suite à la proposition de fusion ou auquel le Parlement rejette le projet de décret de fusion, les actes des CPAS à fusionner ne sont pris qu'après une concertation obligatoire entre ces CPAS à l'exception des actes qui soit :

1° relèvent de la gestion quotidienne des affaires publiques;

2° s'ils ne sont pas pris risqueraient de causer un préjudice irréparable à la collectivité;

3° constituent l'aboutissement normal des procédures entamées avant la notification par les conseils communaux de l'intention conjointe de procéder à une fusion au Gouvernement conformément à l'article L1153-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le budget pour l'exercice suivant l'année de la fusion est adopté conjointement.

En cas de dissentiment entre les organes de concertation ou entre les organes de l'action sociale, le différend est tranché par le Gouverneur. ».

Art. 10. Dans la même section 2, il est inséré un article 135*quaterdecies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*quaterdecies*. À la date de la fusion, le nouveau CPAS succède aux droits et obligations des CPAS fusionnés pour ce qui est des biens mobiliers, immobiliers, des marchés publics de travaux, fournitures et services, des concessions de travaux et de services et des conventions qui lui ont été transférés, y compris aux droits et obligations découlant des procédures judiciaires et administratives en cours et futures.

Un inventaire des biens meubles, immeubles, des marchés publics, des concessions et conventions des CPAS fusionnés est joint à la proposition de fusion. Le Gouvernement établit le modèle d'inventaire. ».

Art. 11. Dans la même section 2, il est inséré un article 135*quindécies* rédigé comme suit :

« Art. 135*quindécies*. Les règlements restent d'application dans les CPAS fusionnés pour lequel ils ont été édictés, jusqu'au jour où ils sont abrogés par l'autorité compétente, au plus tard un an après la date de fusion. ».

Art. 12. Dans le chapitre XIII*ter* inséré par l'article 3, il est inséré une section 3 intitulée « Installation du conseil d'action sociale de la nouvelle commune ».

Art. 13. Dans la section 3, insérée par l'article 12, il est inséré un article 135*sexdecies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*sexdecies*. § 1^{er}. La composition et la formation du nouveau conseil de l'aide sociale est régie par la section 1^{re} du chapitre II.

§ 2. Pour l'application de l'article 6, la population à prendre en compte est celle de la nouvelle commune.

§ 3. Pour l'application de l'article 7, il faut être inscrit au registre de la population d'une des communes fusionnées.

§ 4. Pour l'application de l'article 9, 7^o, les termes « toute personne qui est membre du personnel communal, ou qui reçoit un subside ou un traitement de la commune, à l'exception des pompiers volontaires et du personnel enseignant » visent toute personne qui est membre du personnel communal d'une des communes fusionnées, ou qui reçoit un subside ou un traitement d'une des communes fusionnées.

§ 5. La mise en œuvre de l'article 11 relève de la compétence du bourgmestre de la commune fusionnée et du directeur général-coordonateur de la commune.

§ 6. Le siège du CPAS dont le directeur général a été désigné comme coordinateur fait office de siège du nouveau CPAS, tant que le conseil d'action sociale n'a pas décidé de déplacer le siège du CPAS. ».

Art. 14. Dans le chapitre XIII*ter* inséré par l'article 3, il est inséré une section 4 intitulée « Personnel du CPAS ».

Art. 15. Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 1e intitulée « Décision de principe relative à la fusion et incidences sur le personnel ».

Art. 16. Dans la sous-section 1e insérée par l'article 15, il est inséré un article 135*septdecies* rédigé comme suit :

« Art. 135*septdecies*. À partir de la date de la décision de principe des conseils communaux concernés de procéder à la fusion, les CPAS à fusionner peuvent conclure des conventions de collaboration en vue de faire appel aux membres de leur personnel respectif pour des fonctions spécifiques.

Si la fonction de directeur général ou de directeur financier auprès d'un des CPAS à fusionner devient vacante après la date de la décision de procéder à la fusion, le conseil d'action sociale peut, en vue d'assumer cette fonction :

1° faire appel à un directeur général ou à un directeur financier d'un des autres CPAS desservant une des communes à fusionner ou d'une des communes à fusionner, sur la base d'une convention de collaboration;

2° désigner un directeur général ou un directeur financier faisant fonction jusqu'à la date de la fusion. ».

Art. 17. Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Directeur général et directeur financier ».

Art. 18. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 17, il est inséré un article 135*octodecies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*octodecies*. À partir de la date de fusion jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur général du CPAS, le directeur général-coordonateur du CPAS remplit la fonction de directeur général du nouveau CPAS.

Si le conseil communal de la nouvelle commune a octroyé une allocation provisoire au directeur général-coordonateur de la commune, le conseil d'action sociale du nouveau CPAS octroie également une allocation provisoire au directeur général-coordonateur du CPAS. Cette allocation est égale à la différence entre le salaire qui aurait été perçu dans la fonction de directeur général du nouveau CPAS et le salaire dont jouissait le directeur général-coordonateur dans son CPAS d'origine. ».

Art. 19. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 135*novodecies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*novodecies*. Dans les six mois de la date de la fusion, le conseil d'action sociale du nouveau CPAS désigne un nouveau directeur général parmi :

- 1° les directeurs généraux des CPAS fusionnés qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures;
- 2° les directeurs généraux des communes fusionnées qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'accès à la fonction de directeur général du nouveau CPAS.

Le directeur général sortant de la commune ou du CPAS qui est désigné comme directeur général du nouveau CPAS conserve son ancienneté pécuniaire. ».

Art. 20. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 135*vicies* rédigé comme suit :

" Art. 135*vicies*. Si, suite à l'appel à candidature visé à l'article 135*novodecies*, aucun candidat ne s'est manifesté pour la fonction de directeur général ou, le cas échéant, si aucun candidat ne répond aux conditions fixées, il est pourvu à la fonction conformément aux dispositions réglementaires fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier des CPAS. ».

Art. 21. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 135*unvicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*unvicies*. À partir de la date de la fusion jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur financier, le directeur financier-coordonateur remplit la fonction de directeur financier du nouveau CPAS.

Si le conseil communal de la nouvelle commune a octroyé une allocation provisoire au directeur général-coordonateur de la commune, le conseil d'action sociale du nouveau CPAS octroie également une allocation provisoire au directeur général-coordonateur du CPAS. Cette allocation est égale à la différence entre le salaire qui aurait été perçu dans la fonction de directeur financier du nouveau CPAS et le salaire dont jouissait le directeur financier-coordonateur dans son CPAS d'origine. ».

Art. 22. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 135*duovicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*duovicies*. Dans les six mois de la date de la fusion, le conseil d'action sociale du nouveau CPAS désigne un nouveau directeur financier parmi :

- 1° les directeurs financiers des CPAS fusionnés qui se sont portés candidats après un appel interne aux candidatures;
- 2° les directeurs financiers des communes fusionnées qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures;
- 3° les receveurs régionaux des CPAS fusionnés ou des communes fusionnées qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'accès à la fonction de directeur financier du nouveau CPAS.

Le directeur financier sortant de la commune ou du CPAS, qui est désigné comme directeur financier du nouveau CPAS, conserve son ancienneté pécuniaire. ».

Art. 23. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 135*tervicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*tervicies*. Si, suite à l'appel à candidature visé à l'article 135*duovicies*, aucun candidat ne s'est manifesté pour la fonction de directeur financier ou, le cas échéant, si aucun candidat ne répond aux conditions fixées, il est pourvu à la fonction conformément aux dispositions réglementaires fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier de CPAS. ».

Art. 24. Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Exercice de la fonction de directeur financier du CPAS par le directeur financier de la commune ».

Art. 25. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article 135*quatervicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*quatervicies*. Par dérogation à l'article 135*duovicies* et en application de l'article 41*ter* de la présente loi, le conseil de l'action sociale du nouveau CPAS peut décider que le directeur financier de la nouvelle commune exerce simultanément la fonction de directeur financier du nouveau CPAS. ».

Art. 26. Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Autres membres du personnel des CPAS ».

Art. 27. Dans la sous-section 4 insérée par l'article 26, il est inséré un article 135*quinvicies* rédigé comme suit :

« Art. 135*quinvicies*. À la date de la fusion, l'ensemble du personnel des CPAS fusionnées devient du personnel du nouveau CPAS, quelle que soit la nature de leur relation de travail. ».

Art. 28. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article 135*sexvicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*sexvicies*. Après le transfert au nouveau CPAS, les membres du personnel conservent la nature de leur relation de travail, leur degré, leur ancienneté administrative et pécuniaire, leur régime de prestation et leur échelle de traitement. ».

Art. 29. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article 135*septvicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*septvicies*. Les membres du personnel restent soumis au statut qui s'appliquait à eux dans leur CPAS d'origine jusqu'à l'entrée en vigueur du statut du nouveau CPAS visé à l'article 135*octovicies*.

Le conseil de l'action sociale du nouveau CPAS établit un statut provisoire qui s'applique aux membres du personnel à désigner du nouveau CPAS à partir de la date de la fusion et qui est valable jusqu'à l'entrée en vigueur du statut du nouveau CPAS, visé à l'article 135*octovicies*. ».

Art. 30. Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 5 intitulée « Nouvel organigramme et nouveau statut ».

Art. 31. Dans la sous-section 5 insérée par l'article 30, il est inséré un article 135*octovicies* rédigé comme suit :

« Art. 135*octovicies*. Dans l'année suivant la date de la fusion, le Bureau permanent du nouveau CPAS établit l'organigramme conformément à l'article 42, § 2, de la présente loi et le conseil du nouveau CPAS établit un nouveau statut pour l'ensemble de son personnel. ».

Art. 32. Dans le chapitre XIII*ter* inséré par l'article 2, il est inséré une section 5 intitulée « Dispositions relatives aux finances ».

Art. 33. Dans la section 5, insérée par l'article 32, il est inséré un article 135*novovicies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*novovicies*. Par dérogation à l'article 88 de la Loi, avant le 31 décembre de l'année des élections communales, le conseil de l'action sociale du nouveau CPAS établit le budget pour l'exercice qui suit la date de fusion. ».

Art. 34. Dans la même section 5, il est inséré un article 135*tricies*, rédigé comme suit :

« Art. 135*tricies*. Les directeurs financiers et receveurs régionaux des CPAS fusionnés établissent chacun pour ce qui les concerne, les comptes annuels des CPAS fusionnés pour les exercices comptables jusqu'au 31 décembre de l'année de la date de la fusion.

Le conseil de l'action sociale du nouveau CPAS se prononce sur l'établissement de ces comptes annuels. ».

Art. 35. Dans la même section 5, il est inséré un article 135*untricies* rédigé comme suit :

« Art. 135*untricies*. Durant l'exercice qui suit la date de fusion, la dotation au Fonds spécial de l'aide sociale octroyée au nouveau CPAS est obtenue en additionnant les dotations octroyées aux CPAS fusionnés sur la base des statistiques relatives à leur territoire, actualisées annuellement ou à défaut, utilisées pour l'année de répartition de l'année de la date de fusion. ».

Art. 36. Dans le Chapitre XIII*ter* inséré par l'article 2, il est inséré une section 6 intitulée « Dispositions transitoires ».

Art. 37. Dans la section 6 insérée par l'article 36, il est inséré un article 135*duotricies* rédigé comme suit :

« Art. 135*duotricies*. Un directeur général sortant d'un CPAS fusionné, qui n'est pas désigné comme directeur général du nouveau CPAS et qui n'est pas non plus désigné comme directeur général de la nouvelle commune, est assigné à une fonction appropriée de niveau A dans le nouveau CPAS, tout en conservant son ancienneté pécuniaire.

Le directeur général sortant visé à l'alinéa 1^{er} est inséré dans l'échelle de traitement liée à la fonction appropriée. Il conserve l'échelle de traitement dont il jouissait en tant que directeur général dans son CPAS originel, tant que le traitement sur la base de cette échelle est plus avantageux que le traitement dont il jouirait après l'insertion. ».

Art. 38. Dans la même section, il est inséré un article 135*tertricies* rédigé comme suit :

« Art. 135*tertricies*. Un directeur financier sortant d'un CPAS fusionné, qui n'est pas désigné comme directeur financier du nouveau CPAS et qui n'est pas non plus désigné comme directeur financier de la nouvelle commune, est assigné à une fonction appropriée de niveau A dans le nouveau CPAS, tout en conservant son ancienneté pécuniaire.

Le directeur financier visé à l'alinéa 1^{er} sortant est inséré dans l'échelle de traitement liée à la fonction appropriée. Il conserve l'échelle de traitement dont il jouissait en tant que directeur financier dans son CPAS originel, tant que le traitement sur la base de cette échelle est plus avantageux que le traitement dont il jouirait après l'insertion. ».

Art. 39. Dans la même section, il est inséré un article 135*quatertricies* rédigé comme suit :

« Art. 135*quatertricies*. Le conseil de l'action sociale établit au besoin des dispositions transitoires afin d'assurer que des membres du personnel conservent un régime spécifique à titre personnel, tant que celui-ci est plus avantageux que le régime correspondant dans le nouveau statut. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) *Session 2018-2019.*

Documents du Parlement wallon, 1379 (2018-2019) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204090]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de vrijwillige samenvoeging van gemeenten en betreffende de installatie van de raden voor maatschappelijk welzijn (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In artikel 15 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

“ § 2. Het mandaat van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn begint te lopen op de dag van hun eedaflegging.

De installatievergadering vindt plaats op dezelfde dag als de installatievergadering van de gemeenteraad na afloop van de verkiezing van rechtswege bedoeld in artikel 12.”.

Art. 3. In dezelfde wet, wordt een hoofdstuk *XII*ter ingevoegd, met als opschrift “Gevolgen van een vrijwillige samenvoeging van gemeenten ten opzichte van de OCMW’s van de samengevoegde gemeenten”.

Art. 4. In hoofdstuk *XII*ter, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met het opschrift “Begripsomschrijvingen”.

Art. 5. Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt aangevuld met een artikel 135*decies*, luidend als volgt:

“Art. 135*decies*. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder:

1° samenvoegingsdecreet: het decreet op basis waarvan de gemeenten worden afgeschaft en een nieuwe gemeente wordt opgericht waarvan de grenzen worden vastgesteld;

2° de datum van de samenvoeging: de eerste maandag van december na de verkiezingen overeenkomstig artikel L4124-1, § 1;

3° samen te voegen gemeenten: de gemeenten die een principiële beslissing tot samenvoeging hebben genomen en die beslissing bij de Regering hebben ingediend;

4° samengevoegde gemeenten: de oorspronkelijke gemeenten, bedoeld in het “decreet samenvoeging”;

5° de nieuwe gemeente: de opgerichte gemeente krachtens het “decreet samenvoeging”;

6° samen te voegen OCMW’s: de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die de samen te voegen gemeenten bedienen;

7° samengevoegde OCMW’s: de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die de samengevoegde gemeenten bedienen;

8° nieuw OCMW: het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn dat de nieuwe gemeenten bedient.”.

Art. 6. In hoofdstuk *XII*ter, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “Algemene bepalingen”.

Art. 7. Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 6, wordt aangevuld met een artikel 135*undecies*, luidend als volgt:

“Art. 135*undecies*. De samenvoeging van gemeenten heeft van rechtswege bij elke nieuwe gemeente de oprichting van een nieuw OCMW tot gevolg.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de samengevoegde gemeenten worden opgeheven op de samenvoegingsdatum.”.

Art. 8. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel 135*duodecies* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 135*duodecies*. De Raden voor maatschappelijk welzijn wijzen in onderling een van de directeurs-generaal van het OCMW aan die optreedt als coördinerend directeur-generaal OCMW van de samenvoeging op ambtelijk niveau en die ook de opdrachten uitvoert die hem worden toegewezen krachtens dit hoofdstuk. De directeurs-generaal van de andere betrokken OCMW’s staan hem in zijn opdrachten bij. Bij gebrek aan een overeenkomst, wordt de directeur-generaal van het OCMW met het grootste aantal inwoners aangewezen als coördinerend directeur-generaal van de samenvoeging op ambtelijk niveau.

De Raden voor maatschappelijk welzijn wijzen in onderling overleg een van de financieel directeurs of, bij afwezigheid van een financieel directeur, een van de gewestelijke ontvangers die optreedt als coördinerend financieel directeur van de samenvoeging op ambtelijk niveau voor de coördinatie van de financiële aspecten van de samenvoeging en die ook de opdrachten uitvoert die hem worden toegewezen krachtens dit hoofdstuk. De financieel directeurs van de andere betrokken OCMW’s staan hem in zijn opdrachten bij. Bij gebrek aan een overeenkomst, wordt de financieel directeur van het OCMW met het grootste aantal inwoners aangewezen als coördinerend financieel directeur van de samenvoeging op ambtelijk niveau voor de coördinatie van de financiële aspecten van de samenvoeging.”.

Art. 9. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel 135*terdecies*, ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 135*terdecies*. § 1. De samenvoeging van gemeenten kan het voorwerp uitmaken van een beslissing van de betrokken gemeenteraden enkel nadat deze vooraf is voorgelegd aan het overlegcomité opgericht in elke samen te voegen gemeente overeenkomstig artikel 26 van deze wet.

§ 2. Zodra de gemeenteraden kennis hebben gegeven van hun gezamenlijke intentie om tot een samenvoeging met de Regering over te gaan, worden gezamenlijke vergaderingen van de beheerscomités van de betrokken openbare centra voor maatschappelijk welzijn gehouden.

§ 3. Vanaf de indiening van het gemeenschappelijke voorstel tot samenvoeging bedoeld in artikel L1153-1 van het Wetboek van Plaatselijke Democratie en Decentralisatie tot de datum van goedkeuring door het toezicht op de begroting van de nieuwe gemeente of tot de dag waarop de Regering beslist niet op het voorstel tot samenvoeging in te gaan of waarop het Parlement het ontwerp van decreet samenvoeging verworpt, worden de handelingen van de samen te voegen OCMW’s pas na verplicht overleg tussen deze OCMW’s aangenomen, met uitzondering van handelingen die:

1° hetzij onder het dagelijks overheidsbeheer vallen;

2° onherstelbare schade aan de gemeenschap zouden kunnen veroorzaken als ze niet worden genomen;

3° het normale sluitstuk vormen van de vóór de kennisgeving ingeleide procedures door de gemeenteraden van hun gezamenlijke intentie om tot een samenvoeging met de Regering over te gaan overeenkomstig artikel L1153-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

De begroting voor het begrotingsjaar volgend op het jaar van de samenvoeging wordt gezamenlijk aangenomen.

Bij onenigheid tussen de overlegorganen of tussen de organen van sociale actie, wordt het geschil door de Gouverneur beslecht.”

Art. 10. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel 135^{quaterdecies}, ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 135^{quaterdecies}. Op de datum van de samenvoeging, volgt het nieuwe OCMW de samengevoegde OCMW’s op in de rechten en verplichtingen wat betreft roerende en onroerende goederen, overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken, overheidsopdrachten voor leveringen en diensten, concessies voor werken en diensten en overeenkomsten die aan de nieuwe OCMW’s zijn overgedragen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die uit lopende en toekomstige gerechtelijke en administratieve procedures voortvloeien.

Een inventaris van de roerende en onroerende goederen, overheidsopdrachten, concessies en overeenkomsten van de samengevoegde OCMW’s is bij het voorstel tot samenvoeging gevoegd. De Regering stelt het model van inventaris vast.”

Art. 11. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel 135^{quindecies}, ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 135^{quindecies}. De reglementen blijven van toepassing in de samengevoegde OCMW’s waarvoor zij zijn uitgevaardigd, tot de dag waarop zij door de bevoegde overheid worden opgeheven, uiterlijk één jaar na de datum van de samenvoeging.”

Art. 12. In hoofdstuk XIII^{ter} ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift ”Installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de nieuwe gemeente”.

Art. 13. Afdeling 3, ingevoegd bij artikel 12, wordt aangevuld met een artikel 135^{sexdecies}, luidend als volgt:

”Art. 135^{sexdecies}. § 1. De samenstelling en vorming van de nieuwe raad voor maatschappelijk welzijn wordt geregeld bij afdeling van hoofdstuk II.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 6, moet rekening worden gehouden met de bevolking van de nieuwe gemeente.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 7, moet men ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van een van de samengevoegde gemeenten.

§ 4. Voor de toepassing van artikel 9, 7^o, hebben de woorden ”elke persoon die personeelslid is of een toelage of een wedde ontvangt van de gemeente, met uitzondering van de vrijwillige brandweerlieden en van het onderwijspersoneel” betrekking op elke persoon die personeelslid is van het gemeentepersoneel van een van de samengevoegde gemeenten, of die een toelage of een wedde ontvangt van een van de samengevoegde gemeenten.

§ 5. De uitvoering van artikel 11 valt onder de bevoegdheid van de burgemeester van de samengevoegde gemeente en van de directeur-generaal-coördinator van de gemeente.

§ 6. De zetel van het OCMW waarvan de directeur-generaal als coördinator is aangesteld, is de zetel van het nieuwe OCMW zolang de raad voor maatschappelijk welzijn geen beslissing heeft genomen betreffende de verplaatsing van de zetel van het OCMW.”

Art. 14. In hoofdstuk XIII^{ter}, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 4 ingevoegd, met het opschrift ”Personeel van het OCMW”.

Art. 15. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift ”Principiële beslissing met betrekking tot de samenvoeging en gevolgen voor het personeel”.

Art. 16. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel 135^{septdecies} ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 135^{septdecies}. Vanaf de datum van de principiële beslissing van de betrokken gemeenteraden om tot de samenvoeging over te gaan, kunnen de samen te voegen OCMW’s samenwerkingsovereenkomsten sluiten om de leden van hun respectieve personeel in te schakelen voor specifieke functies.

Indien de functie van directeur-generaal of van financieel directeur van een van de samen te voegen OCMW’s vacant wordt na de datum van de beslissing om tot samenvoeging over te gaan, kan de raad voor maatschappelijk welzijn, om deze functie uit te oefenen:

1^o een beroep doen op een directeur-generaal of een financieel directeur van een van de andere OCMW’s die een van de samen te voegen gemeenten bedienen of van een van de samen te voegen gemeenten, op basis van een samenwerkingsovereenkomst;

2^o een directeur-generaal of een financieel directeur aanstellen die tot de datum van de samenvoeging optreedt.”

Art. 17. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift ”Directeur-generaal en financieel directeur”.

Art. 18. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel 135^{octodecies} ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 135^{octodecies}. Vanaf de datum van de samenvoeging tot de aanstelling van een nieuwe directeur-generaal van het OCMW, vervult de coördinerend directeur-generaal van het OCMW de functie van directeur-generaal van het nieuwe OCMW.

Als de gemeenteraad van de nieuwe gemeente een voorlopige tegemoetkoming heeft toegekend aan de coördinerend directeur-generaal van de gemeente, kent de raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW ook een voorlopige tegemoetkoming toe aan de coördinerend directeur-generaal van het OCMW. Deze tegemoetkoming is gelijk aan het verschil tussen de wedde die zou zijn ontvangen in de functie van directeur-generaal van het nieuwe OCMW en de wedde van de coördinerend directeur-generaal in zijn of haar oorspronkelijk OCMW.”

Art. 19. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 135^{novodecies} ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 135^{novodecies}. Binnen zes maanden na de datum van de samenvoeging, wijst de raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW een nieuwe directeur-generaal aan onder:

1^o de directeurs-generaal van de samengevoegde OCMW’s die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

2^o de directeurs-generaal van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toegang tot de functie van directeur-generaal van het nieuwe OCMW.

De uittredende directeur-generaal van de gemeente of van het OCMW die als directeur-generaal van het nieuwe OCMW wordt aangewezen, behoudt zijn of haar geldelijke anciënniteit.

Art. 20. In dezelfde onderafdeling 2, wordt een artikel 135*vicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*vicies*. Indien, na de in artikel 135*novodecies* bedoelde oproep tot kandidaturen, geen enkele kandidaat zich heeft gemeld voor de functie van directeur-generaal of, in voorkomend geval, geen enkele kandidaat aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt in de functie voorzien overeenkomstig de reglementaire bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming van de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van het OCMW."

Art. 21. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 135*unvicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*unvicies*. Vanaf de datum van de samenvoeging tot de aanwijzing van een nieuwe financieel directeur, vervult de coördinerend financieel directeur de functie van financieel directeur van het nieuwe OCMW.

Als de gemeenteraad van de nieuwe gemeente een voorlopige tegemoetkoming heeft toegekend aan de coördinerend directeur-generaal van de gemeente, kent de raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW ook een voorlopige tegemoetkoming toe aan de coördinerend directeur-generaal van het OCMW. Deze tegemoetkoming is gelijk aan het verschil tussen de wedde die zou zijn ontvangen in de functie van financieel directeur van het nieuwe OCMW en de wedde van de coördinerend financieel directeur in zijn of haar oorspronkelijk OCMW."

Art. 22. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 135*duovicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*duovicies*. Binnen zes maanden na de datum van de samenvoeging, wijst de raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW een nieuwe financieel directeur aan onder:

1° de financieel directeurs van de samengevoegde OCMW's die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

2° de financieel directeurs van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

3° de gewestelijke ontvangers van de samengevoegde OCMW's of van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toegang tot de functie van financieel directeur van het nieuwe OCMW.

De uittredende financieel directeur van de gemeente of van het OCMW, die als financieel directeur van het nieuwe OCMW wordt aangewezen, behoudt zijn of haar geldelijke anciënniteit."

Art. 23. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 135*tervicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*tervicies*. Indien, na de in artikel 135*duovicies* bedoelde oproep tot kandidaturen, geen enkele kandidaat heeft zich gemeld voor de functie van financieel directeur of, in voorkomend geval, geen enkele kandidaat aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt in de functie voorzien overeenkomstig de reglementaire bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming van de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van het OCMW."

Art. 24. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Uitoefening van de functie van financieel directeur van het OCMW door de financieel directeur van de gemeente".

Art. 25. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 135*quatervicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*quatervicies*. In afwijking van artikel 135*duovicies* en in toepassing van artikel 41ter van dit wet, kan de raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW besluiten dat de financieel directeur van de nieuwe gemeente tegelijkertijd de functie van financieel directeur van de nieuwe OCMW uitoefent."

Art. 26. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift "Andere personeelsleden van de OCMW's".

Art. 27. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 26, wordt een artikel 135*quinvicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*quinvicies*. Op de datum van de samenvoeging, worden alle personeelsleden van de samengevoegde OCMW's personeelsleden van het nieuwe OCMW, ongeacht de aard van hun dienstverband."

Art. 28. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel 135*sexvicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*sexvicies*. Na de overdracht aan het nieuwe OCMW, behouden de personeelsleden de aard van hun dienstverband, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit, hun prestatieregeling en hun weddeschaal."

Art. 29. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel 135*septvicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*septvicies*. De personeelsleden blijven onderworpen aan het statuut dat op hen van toepassing was in hun oorspronkelijk OCMW tot de inwerkingtreding van het statuut van het nieuwe OCMW bedoeld in artikel 135*octovicies*.

De raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW stelt een voorlopig statuut vast dat van toepassing is op de personeelsleden die in het nieuwe OCMW moeten worden aangewezen vanaf de datum van de samenvoeging en dat geldig is tot de inwerkingtreding van het statuut van het nieuwe OCMW bedoeld in artikel 135*octovicies*."

Art. 30. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, met als opschrift "Nieuw organogram en nieuw statuut".

Art. 31. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 135*octovicies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135*octovicies*. Binnen een jaar na de datum van de samenvoeging, stelt het Vast Bureau van het nieuwe OCMW het organogram vast overeenkomstig artikel 42, § 2, van deze wet en stelt de raad van het nieuwe OCMW een nieuw statuut vast voor het geheel van zijn personeelsleden."

Art. 32. In hoofdstuk XIII^{ter}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 5 ingevoegd, met als opschrift "Bepalingen betreffende financiën".

Art. 33. Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 32, wordt aangevuld met een artikel 135^{novovicis}, luidend als volgt:

"Art. 135^{novovicis}. In afwijking van artikel 88 van de Wet, stelt de Raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW vóór 31 december van het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen de begroting vast voor het begrotingsjaar volgend op de datum van de samenvoeging.

Art. 34. In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel 135^{tricies}, ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135^{tricies}. De financieel directeurs en de gewestelijke ontvangers van de samengevoegde OCMW's stellen, elk voor wat hen betreft, de jaarrekeningen van de samengevoegde OCMW's vast voor de boekjaren tot en met 31 december van het jaar van de samenvoeging.

De raad voor maatschappelijk welzijn van het nieuwe OCMW spreekt zich uit over de vaststelling van deze jaarrekening."

Art. 35. In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel 135^{untricies}, ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135^{untricies}. Tijdens het boekjaar volgend op de datum van de samenvoeging, wordt de dotatie aan het bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toegekend aan het nieuwe OCMW verkregen door de toegekende dotaties aan de samengevoegde OCMW's op te tellen op basis van de jaarlijks bijgewerkte statistieken betreffende hun grondgebied of, bij gebreke daarvan, die worden gebruikt voor het verdelingsjaar van het jaar van de datum van de samenvoeging."

Art. 36. In Hoofdstuk XIII^{ter}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 6 ingevoegd, met als opschrift "Overgangsbepalingen".

Art. 37. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 36, wordt een artikel 135^{duotricies} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135^{duotricies}. Een directeur-generaal die een samengevoegd OCMW verlaat, die niet wordt aangewezen als directeur-generaal van het nieuwe OCMW en die ook niet wordt aangewezen als directeur-generaal van de nieuwe gemeente, wordt aangesteld in een passende functie van niveau A in het nieuwe OCMW, met behoud met zijn geldelijke anciënniteit.

De uittreedende directeur-generaal bedoeld in het eerste lid wordt ingeschaald in de salarisschaal die verbonden is aan de passende functie. Hij behoudt de salarisschaal die hij genoot als directeur-generaal in zijn oorspronkelijk OCMW, zolang de wedde op basis daarvan gunstiger is dan de wedde die hij zou genieten na de inschaling."

Art. 38. In dezelfde afdeling, wordt een artikel 135^{tertricies}, ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135^{tertricies}. Een financieel directeur die een samengevoegd OCMW verlaat, die niet wordt aangewezen als financieel directeur van het nieuwe OCMW en die ook niet wordt aangewezen als financieel directeur van de nieuwe gemeente, wordt aangesteld in een passende functie van niveau A in het nieuwe OCMW, met behoud met zijn geldelijke anciënniteit.

De uittreedende financieel directeur bedoeld in het eerste lid wordt ingeschaald in de salarisschaal die verbonden is aan de passende functie. Hij behoudt de weddeschaal die hij genoot als financieel directeur in zijn oorspronkelijk OCMW, zolang de wedde op basis daarvan gunstiger is dan de wedde die hij zou genieten na de inschaling."

Art. 39. In dezelfde afdeling, wordt een artikel 135^{quatertricies}, ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135^{quatertricies}. De raad voor maatschappelijk welzijn stelt indien nodig overgangsbepalingen vast om ervoor te zorgen dat de personeelsleden een specifieke regeling op persoonlijke titel behouden, zolang deze gunstiger is dan de overeenkomstige regeling van het nieuwe statuut.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat
en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) *Zitting 2018-2019.*

Stukken van het Waalse Parlement 1379 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.